



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gaz

Question au Gouvernement n° 2080

Texte de la question

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

M. le président. La parole est à M. François de Rugy, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine. M. François de Rugy. Il y aurait beaucoup à dire sur le sujet qui vient d'être évoqué et sur la façon dont la majorité essaie d'évacuer les sujets qui intéressent vraiment les Français. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR et SRC.)*

Ma question s'adresse au Premier ministre et porte sur la vie quotidienne des Français, en l'occurrence sur l'abandon de la taxe carbone, d'une part, et sur la hausse des prix du gaz, d'autre part.

Votre secrétaire d'État, Mme Jouanno, s'est déclarée désespérée par votre décision, monsieur le Premier ministre. Franchement, les états d'âme de vos ministres et de vos secrétaires d'État nous importent peu, mais les Français, eux, auraient de quoi être désespérés, non seulement parce que vous avez abandonné toute ambition écologique, mais également parce qu'ils ont appris que vous aviez décidé une hausse des prix du gaz de plus de 9 % pour le mois d'avril. Où est la logique de votre politique énergétique ? A-t-elle pour but d'inciter les Français à abandonner le gaz, voire à passer au tout électrique ?

Les Français risquent de déchanter puisque EDF aussi réclame régulièrement des hausses de tarifs. Son ancien P-DG avait fini - c'est peut-être pour cela qu'il n'a pas été reconduit - par lâcher le morceau : il demandait 20 % de hausse des tarifs de l'électricité.

Ce qui est désespérant, c'est le piège dans lequel vous enfermez les Français, le piège de l'énergie de plus en plus chère, le piège qui menace les petits propriétaires comme les locataires, pour lesquels vous n'avez strictement rien prévu dans le Grenelle de l'environnement.

Cette double décision, qui consiste à abandonner la taxe carbone un jour et à décréter la hausse des prix du gaz le lendemain, marque votre incapacité à libérer les Français de la crise énergétique.

Quelles mesures concrètes comptez-vous prendre pour que tous les Français voient leur facture énergétique baisser grâce aux économies d'énergie ? En un mot, monsieur le Premier ministre, quelle est votre politique énergétique ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes GDR et SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat*. Monsieur le député,...

M. Christian Paul. Vous nous privez de Mme Jouanno !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. ...je ne pouvais rêver meilleure question pour fêter la signature ce matin du 100 000e prêt finançant des travaux d'économies d'énergie dans le cadre du Grenelle qui a été voté par ce Parlement et qui s'inscrit dans la grande stratégie d'économies d'énergie de notre pays. Merci, monsieur le député, de me donner l'occasion de le signaler : je comptais y consacrer un point de presse demain, je pourrai m'en dispenser ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et NC.)*

M. Jean Glavany. Vous êtes un grand comique !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. Deuxième réflexion : au fond, votre opération sur la taxe carbone, que vous n'avez pas votée,...

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Eh non !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. ...et qui est l'une des 277 mesures du Grenelle de l'environnement, a pour but de tenter de masquer les 276 autres. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) En effet, la véritable croissance verte, la révolution écologique, les économies d'énergie et la mutation de notre société sont clairement dans le Grenelle de l'environnement.

M. Marcel Rogemont. Pourquoi avez-vous capitulé ?

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. N'essayez pas de faire croire, monsieur le député, qu'une mesure en vaut trois cents et qu'une taxe carbone à l'échelle européenne serait une moins bonne chose pour la planète qu'une taxe à l'échelle française. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Marcel Rogemont. Si !

M. Jean Glavany. Désespérant !

Données clés

Auteur : [M. François de Rugy](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2080

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et mer

Ministère attributaire : Écologie, énergie, développement durable et mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 mars 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 mars 2010